

la carte blanche Felice Dassetto Professeur émérite UCL

Migrants et réfugiés : différences et socles communs

Tant que les migrations périlleuses sur des rafiots aboutissaient au sud de l'Italie, où les migrants forçaient les grillages de Ceuta ou Melilla et tant que les réfugiés syriens et irakiens restaient en Turquie ou au Liban, l'émotion était distante

Il est impératif de penser « l'après-urgence » relative aux réfugiés, et nécessaire de parler clair et franc à tout le monde dans un débat ouvert...

et quelque peu abstraite. Même les innombrables photos ne secouaient pas trop. Il a fallu que ces personnes arrivent en masse pour que l'émotion prenne un ancrage concret. Et que la décision de l'action se fasse en conséquence. Et c'est tant mieux.

On a attiré l'attention sur la différence à faire, en termes de statuts et trajectoire, entre réfugiés et migrants. Cela demanderait des approfondissements et bien de précisions. Mais plutôt que m'arrêter sur les particularités de chacun de ces types de déplacements, je voudrais m'arrêter sur quelques aspects communs.

Dans les deux cas, ces personnes proviennent d'Etats et de sociétés bloquées et distordues par des systèmes patriarcaux, ethniques qui ont évolué politiquement vers des Etats-nations, mais qui souvent ne peuvent tenir que par des régimes autoritaires, captés par l'une ou l'autre composante tribale ou religieuse et incapable de servir un bien-

être commun.

Il ne faudrait pas répéter la même erreur qui a été faite lors des migrations des années 1960

Cette situation est aggravée par l'incapacité de ces Etats et de ces sociétés à faire face aux globalisations contemporaines de manière équilibrée alors que les économies, les sociétés et les cultures sont bouleversées. Ce

sont donc des crises et des incapacités structurelles internes, aggravées par des effets externes. Dans certains cas, ces sociétés aboutissent à des guerres de type ethnique ou au renforcement de régimes autoritaires. Dans d'autres cas, et c'est ce qui se passe dans une partie du monde musulman, c'est le refuge dans un renforcement du religieux pour maintenir des régimes patriarcaux et tribaux. Les réfugiés et les migrants qui aspirent à venir dans un pays européen devraient s'interroger sur les causes non seulement immédiates, mais également plus éloignées, qui les ont forcés à partir.

Un deuxième point de rapprochement est le processus d'insertion au sein de la société belge et européenne. On pourrait parler de « citoyennisation ». La question est semblable aux réfugiés et

aux immigrés. La première urgence est une chose, mais les tâches plus importantes restent à venir. Il ne faudrait pas répéter la même erreur qui a été faite lors

des migrations des années 1960 lorsqu'on n'a pas pris au sérieux les enjeux de l'intégration, la laissant au bénévolat généreux ou aux bricolages institutionnels de travailleurs à statuts précaire et provisoire. Heureusement, cela a au moins existé. Les sociétés qui accueillent des immigrants et des réfugiés doivent savoir que pendant plusieurs années après les premières arrivées, il faut mettre au budget de chaque immigrant ou réfugié arrivé (auxquels il faut ajouter les familles qui les rejoignent) plusieurs dizaines de milliers d'euros par an, pour la scolarisation, l'aide sociale, l'alphabétisation, le logement et la mise en œuvre d'informations et de politiques ad hoc.

Comme on ne penserait pas confier le système de santé ou la défense à des bénévoles ou à des personnes à statut précaire, il faut mettre sur pied des systèmes d'accueil et de socialisation performants, professionnels et permanents, tout en s'appuyant sur les énergies et les générosités de bénévoles en complément. Dans ce travail de « citoyennisation », une importance majeure devra être donnée à l'explication de fondements de nos sociétés, de ce que cela implique de la part des citoyens et des dirigeants. Le fait que le bien-être, la protection sociale dont tout le monde bénéficie, l'école ne sont pas tombés du ciel mais proviennent d'organisation, de discipline, de rigueur, d'effort de pacification interne, d'un sens de l'Etat. Il importe d'expliquer les

raisons pour lesquelles nos sociétés existent comme sociétés démocratiques, comme Etats de droit et comme sociétés qui tendent (difficilement, mais réellement) vers l'égalité, y compris entre hommes et femmes et y compris dans le quotidien.

Il faut mettre sur pied des systèmes d'accueil et de socialisation performants, professionnels et permanents

Et les raisons pour lesquelles le religieux a été neutralisé dans l'espace de l'Etat, condition indispensable de la liberté religieuse pour tout le monde. On pourrait aussi expliquer pourquoi ces sociétés tendent à réduire les appartenances claniques, mais dans le cas de la société belge cela devient plus difficile, compte tenu du clanisme structurel du couple flamand-francophone.

Troisième trait commun : l'arrivée massive de ces nouveaux travailleurs aura des implications importantes par rapport au travail. Les nouveaux venus auront des grosses difficultés à trouver du travail en Belgique. Le chômage massif est trop présent spécialement à Bruxelles et en Wallonie. L'aide sociale devra s'accroître. A moins que les nouveaux venus acceptent des conditions moindres de salaire

ou de condition de travail ou de statut. Ce qui sera à l'avantage des employeurs et à leur avantage. Certains appelleront cela de la flexibilité du marché du travail. D'autres parleront de dégradation du marché du travail. Cela méritera un large débat, si possible ouvert.

Quatrième trait commun. Tant la question migratoire que celle relative aux réfugiés donnent lieu à des controverses et à des brouhahas.

Il y a d'une part les généreux, parfois naïfs, appuyés par des scientifiques, des intellectuels ou des fonctionnaires de service, qui prônent l'ouverture des frontières, qui expliquent, parfois en s'appuyant sur des études qui mériteraient discussion, les avantages démographiques et économiques des migrations ou de l'arrivée de réfugiés. Et il arrive que ces personnes accusent facilement de racisme ou qualifient de « clichés » les arguments de ceux qui expriment quelques inquiétudes. En face il y a les pourfendeurs primaires de toute présence, de tout visage ou de toute culture autre que celle de toujours. Emportés par leur hostilité

et leur haine, ces gens oublient même ce qu'est le respect pour un être humain, pour tout être humain.

Il faut dire la vérité et les incertitudes sur

les implications de ces accueils, sur les droits et devoirs de chacun

Hélas, la réflexion, l'analyse, la posture des débats concernant les réfugiés et les immigrés sont monopolisés par ces deux extrêmes qui camouflent, chacun à sa manière, les réalités. Et dans l'incertitude on en reste à des polémiques sans trop d'importance, amplifiées par les réseaux ou par des récupérations politiques. Il importe de sortir de ces deux impasses. Il faut une analyse réaliste et complète de ces réalités. Et il faut parler clair

aux citoyens et aux nouveaux venus et dire la vérité et les incertitudes sur les implications sociales et économiques de ces accueils, sur les droits et devoirs de chacun.

L'accueil des réfugiés, des migrants, leur devenir dans la société ne sont pas des bonnes ou des mauvaises choses en soi. Elles sont ce qu'on les fait devenir, par tout le monde, citoyens résidents d'une part et nouveaux venus d'autre part. Et l'histoire des migrations et des réfugiés montre qu'il faut beaucoup de volonté et d'énergie sociale de toute part pour que ces mouvements de population deviennent des bonnes choses. Autant s'y mettre, sans tergiverser, mais également sans cacher l'ampleur de la tâche. ■